

Les nouvelles réglementations américaines risquent de bousculer la crypto suisse

CRYPTOMONNAIE. Si la Confédération dispose d’une longueur d’avance historique dans la législation du secteur, des entreprises helvétiques pourraient se laisser séduire par la clarté réglementaire et les capitaux américains.

Sophie Marenne

Il l’avait promis durant sa campagne. Il l’exécute maintenant en tant que président. Donald Trump met en place de nouvelles conditions cadre pour réguler les cryptomonnaies aux Etats-Unis. Il a notamment signé le Genius Act mi-juillet, qui pose les bases d’un marché des stablecoins (les monnaies virtuelles répliquant le cours de monnaies fiduciaires), et il devrait faire de même pour le Clarity Act, qui structurera les activités des acteurs du secteur (*lire ci-dessous*).

Ce tournant réglementaire américain exerce une pression sur les tous les autres régulateurs, une «concurrence» qui pourrait «stimuler l’innovation et la protection des investisseurs», avance Franz Bergmueller, CEO de la cryptobanque Amina. En Suisse, l’Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) était vue jusqu’ici comme avant-gardiste, grâce à la loi sur la technologie des registres distribués (DLT), entrée en vigueur en 2021. «Cette infrastructure légale, doublée de notre cadre bancaire a donné à la Confédération des années d’avance», rappelle celui qui dirige l’ex-Seba depuis 2022.

«La Finma pourrait glisser d’un statut de référence à celui de suiveur.»

Sheraz Ahmed
Fondateur de Storm Partners

Franz Bergmueller avertit toutefois: les avancées estivales outre-Atlantique montrent «à quel point d’autres juridictions peuvent rapidement construire des cadres sophistiqués.» Sheraz Ahmed, fondateur du cabinet de conseils blockchain Storm Partners, partage cette préoccupation: «Si la Finma ne clarifie pas rapidement sa position sur des points clés comme le staking (*ndlr: la délégation rémunérée de cryptoactif*), la tokenisation ou les stablecoins algorithmiques, elle pourrait glisser d’un statut de référence à celui de suiveur.»

De son côté Andrej Majcen, cofondateur et CEO de Bitcoin Suisse, ajoute par écrit au sujet du côté précurseur des lois américaines, qu’elles «ne sont pas les premières du genre. Elles sont comparables à ce qui se fait en Europe (MiCA), à Singapour ou Hong Kong (LEAP).» La Finma a l’habitude de tracer sa propre voie réglementaire, axée sur la protection du consommateur, selon les experts consultés par *L’Agefi*.



Donal Trump à la signature du Genius Act. Les experts estiment que les avancées réglementaires estivales outre-Atlantique montrent à quel point d’autres juridictions peuvent rapidement construire des cadres sophistiqués.

Ainsi, Adrian Fritz, directeur de la recherche de la fintech zurichoise 21Shares, ne s’attend pas à ce que l’instance de régulation reprenne «ligne par ligne» ce que font les Etats-Unis, mais la Suisse pourrait «affiner» sa régulation des stablecoins. Pour l’analyste, il est d’ailleurs probable que les associations professionnelles, qui militent déjà pour des mises à jour réglementaires, «intensifient encore leurs efforts.»

Sollicité, le gendarme des marchés financier rappelle qu’il «suit les évolutions internationales et examine en permanence les conséquences qui en découlent.» La porte-parole de la Finma ajoute que légiférer «prend du temps», alors que le domaine de la fintech demande de la réactivité, d’où l’intérêt d’une «approche fonctionnelle» qui permet à

l’organisation d’appliquer la réglementation existante aux innovations.

«Les Etats-Unis ont un atout qu’aucune autre juridiction ne peut égaler: l’écosystème du capital-risque de la Silicon Valley.»

Franz Bergmueller
Directeur d’Amina

A noter qu’en matière de stablecoins, la Banque nationale suisse (BNS) travaille jusqu’ici à l’émergence d’une monnaie numérique de banque centrale (MNBC), «un contraste net avec les Etats-Unis», qui ont adopté une stratégie opposée, laissant toute la marge au secteur privé. Adrian Fritz espère

d’ailleurs que le changement de cap américain incitera la Suisse à revoir sa copie et à abandonner son unique point de focale sur les cas d’usage interbancaire (wholesale). Selon un rapport datant de mai du cabinet CV VC, l’industrie crypto compte 1750 entreprises en Suisse et au Liechtenstein. «Si Washington simplifie pendant que Berne complexifie, les flux d’innovation risquent de changer de direction», martèle Sheraz Ahmed, convaincu que certains fondateurs de projets nés ou installés en Suisse, étudient déjà «les options d’implantation» américaines, séduits par la nouvelle visibilité réglementaire. Franz Bergmueller estime qu’il ne faut pas se voiler la face vis-à-vis de ce danger, d’autant plus que les Etats-Unis ont un atout qu’aucune autre juridiction ne

peut égaler: «L’écosystème du capital-risque de la Silicon Valley, soit l’environnement de financement le plus avancé au monde.»

Pour le directeur de la cryptobanque zougoise, cet avantage fera du pied aux projets d’origine américaine qui avaient été repoussés par la précédente administration, mais aimatera aussi des firmes du monde entier séduites par cet écosystème de financement. Appartenant à la première catégorie, le pionnier du paiement crypto américain Ripple s’est installé dans l’Hôtel des banques à Genève au début de l’année 2024. «Nous continuons d’investir dans notre présence ici. Notre équipe genevoise joue un rôle central dans la fourniture de nos services sur le continent européen», assure par e-mail Cassie Craddock, directrice générale pour le Royaume-Uni et l’Europe.

«A ma connaissance, personne ne prévoit de quitter la Suisse», témoigne Joël Kai, directeur de la communication du portail zurichois Relai, à l’effectif d’une cinquantaine d’employés. «Je ne m’attends pas à une fuite massive des entreprises», renchérit Adrian Fritz de 21Shares, qui dispose d’un bureau à New York depuis quelques années.

Si ce dernier concède que certaines sociétés pourraient y relocaliser quelques activités – «actifs tokenisés, services financiers ou structuration de produits crypto» – il rappelle que la Confédération offre «un cadre juridique solide, une expertise approfondie et des liens étroits avec la finance traditionnelle.» Les services «purement crypto-natifs tels que le staking et la garde d’actifs sont déjà très bien positionnés en Suisse», renchérit Andrej Majcen. En bref, la menace concurrentielle s’intensifie, mais pour lutter, la Suisse conserve des atouts majeurs: la sophistication de son secteur bancaire et sa maturité réglementaire.■

L’été crypto américain, en bref

Trois textes législatifs matérialisent une offensive réglementaire sans précédent lancée par Donald Trump.

1. Genius Act – loi qui encadre les stablecoins

Statut: Signé le 18 juillet par le président Donald Trump, pour une mise en œuvre en 2026.
Contenu: Il impose des règles strictes aux entreprises émettrices de stablecoins (Tether, Circle) en termes de réserves (garantis à 100% par des actifs liquides, dollars ou bons du Trésor à court terme) qui doivent être stockées auprès de dépositaires qualifiés.

Conséquence: Le rôle du dollar comme monnaie de réserve mondiale sera sans doute renforcé, selon Claudio Wewel, stratège en devises chez J. Safra Sarasin. Dans une note publiée vendredi, ce dernier explique que les

cryptodollars gagneront en importance dans les paiements transfrontaliers et mettront la pression sur les devises des marchés émergents. En outre, le marché pourrait s’ouvrir à de grands groupes comme Walmart ou Amazon, selon le site Business Insider.

2. Clarity Act – réforme des responsabilités réglementaires

Statut: Adopté par la Chambre des représentants le 17 juillet, en attente d’examen au Sénat.

Contenu: Il classe les différents actifs numériques, définit comment traiter les différents protocoles de finance décentralisée (DeFi), les bourses, courtiers et portails crypto et met fin à la guerre de territoire entre la Securities and Exchange Commission (SEC) et la Commodity Futures Trading Commission (CFTC).

Conséquences: Ce texte offre une plus grande sécurité juridique aux acteurs du marché, et réduit les zones d’ombre qui caractérisaient l’émission et l’échange de certains produits

3. L’antiCBDC Act – rejet d’une monnaie numérique de banque centrale

Statut: Adopté par la Chambre des représentants le 17 juillet, en attente d’examen au Sénat

Contenu: Il interdit formellement à la Réserve fédérale (Fed) de lancer un dollar numérique contrôlé par l’Etat (CBDC) et destiné aux consommateurs

Conséquences: Il laisse le champ entièrement libre aux initiatives privées, à la différence des approches de l’Union européenne (UE) ou de la Chine.**SM**

Croissance : l'économie mondiale résiste au choc protectionniste de Trump

Le FMI revoit à la hausse sa prévision de croissance mondiale cette année, à 3 %. Les augmentations des droits de douane américains sont moins élevées que prévu et les politiques monétaires plus accommodantes. La croissance française se limiterait à 0,6%.



L'anticipation de droits de douane très élevés mis en place par la Maison-Blanche a poussé les entreprises américaines à importer énormément, quitte à stocker les produits. (AFP)

Par **Guillaume de Calignon**

Publié le 29 juil. 2025 à 15:23 | Mis à jour le 29 juil. 2025 à 15:57



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Cela aurait pu être pire. L'économie mondiale se montre plus résiliente qu'anticipé à la guerre commerciale de Donald Trump, selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI). L'institution internationale a revu à la hausse son estimation de la croissance mondiale de 0,2 % cette année par rapport à sa précédente prévision d'avril dernier. Elle table désormais sur une progression du PIB de la planète de 3 % cette année.

Cette relative résistance à l'incertitude créée par la politique commerciale des Etats-Unis s'explique par plusieurs facteurs.

Hausse des exportations à court terme

Tout d'abord, et c'est un paradoxe, l'anticipation de droits de douane très élevés mis en place par la Maison-Blanche a poussé les entreprises américaines à importer énormément, quitte à stocker les produits. Ce mouvement a gonflé les exportations du reste du monde, créant par là même un surcroît d'activité économique en début d'année. La Chine et la zone euro, notamment, ont profité de ces achats anticipés. Ainsi, la croissance mondiale sur le seul premier trimestre a été supérieure de 0,3 point à ce que le FMI prévoyait au printemps dernier.

Ensuite, les hausses de droits de douane décidées par l'administration Trump se révèlent être un peu inférieures aux estimations faites auparavant. Les économistes du FMI s'attendaient à ce que le tarif douanier moyen des Etats-Unis s'élève à 24 % lors de la publication de la dernière étude. Mais, avec les accords commerciaux signés ces dernières semaines avec plusieurs pays comme le Japon, les Philippines, le Vietnam, le Royaume-Uni et l'Indonésie, ils considèrent désormais que les droits de douane américains représenteront environ 17 % à l'avenir. De quoi là encore bénéficier à l'activité économique, même si « l'environnement commercial actuel reste précaire », s'est empressé de préciser **Pierre-Olivier Gourinchas, le chef économiste du FMI**.

Autre raison de la résilience de l'économie mondiale, les conditions financières ne se sont pas durcies. Au contraire. Plusieurs banques centrales, dont la banque centrale européenne (BCE) ont réduit leurs taux d'intérêt et pour le FMI, la banque d'Angleterre et la Réserve fédérale américaine devraient abaisser les leurs dans la seconde moitié de l'année. Et le dollar s'est déprécié depuis le début de l'année, allégeant la dette des pays et des entreprises endettés dans la devise américaine.

Enfin, la politique budgétaire mise en place par certains pays, tels que la Chine et l'Allemagne, est expansionniste et participe à relancer l'activité économique. **La loi dite « One Big Beautiful Bill Act »** de Donald Trump, elle aussi, permet de stimuler l'activité américaine à court terme, en gravant dans le marbre des baisses d'impôts.

Un endettement public dangereux

Les craintes de récession aux Etats-Unis, fortes au printemps dernier, au plus fort de la guerre commerciale, semblent écartées à court terme. La croissance américaine devrait donc tenir le coup face au choc Trump. Le PIB des Etats-Unis progresserait de 1,9 % cette année, après une augmentation de 2,8 % en 2024. Le ralentissement a donc tout de même lieu en raison des hausses de droits de douane et de l'inflation qui s'ensuivra outre-Atlantique. Les prix devraient grimper de plus de 2 % cette année et l'an prochain.

La zone euro résiste aussi, tant bien que mal à l'agressivité commerciale de Donald Trump, avec une croissance attendue à 1 % en 2025 mais seulement 0,6 % pour la France. Quant à la Chine, pour l'instant, elle navigue bien au milieu de la tempête. Grande cible des mesures de Donald Trump, l'empire du Milieu devrait afficher une croissance de 4,8 % cette année, quasiment équivalente à celle de l'an passé.

Le FMI note toutefois qu'à 3 %, la croissance mondiale restera cette année largement en dessous des années pré-Covid où elle atteignait 3,7 % en moyenne. Surtout, les risques restent nombreux. A l'heure où Donald Trump met la pression sur **Jerome Powell, le patron de la Fed** pour qu'il baisse les taux d'intérêt, Pierre-Olivier Gourinchas a insisté ce mardi sur l'importance de protéger « l'indépendance de la Banque centrale, non seulement en termes juridiques, mais aussi dans la pratique ». « C'est un actif qu'il faut préserver », a-t-il poursuivi,

Outre une guerre commerciale qui s'envenimerait encore plus, l'institution internationale note aussi qu'« un certain nombre d'économies, dont le Brésil, la France et les Etats-Unis, devraient connaître d'importants déficits budgétaires dans un contexte de niveaux de dette publique historiquement élevés ».

L'organisation basée à Washington prévient que ces « vulnérabilités budgétaires pourraient devenir plus importantes, avec des implications pour les marchés financiers et des répercussions sur l'économie réelle ». En clair, les taux d'intérêt payés par ces Etats-là pourraient brusquement augmenter et conduire à des crises. Les gouvernements et les peuples sont prévenus.

Les flux du commerce mondial chamboulés

IMPORT-EXPORT Les taxes et l'incertitude que génère la Maison-Blanche poussent la Chine à réduire ses échanges avec les Etats-Unis. Un changement, amorcé avec le pétrole et les denrées agricoles, qui pourrait s'étendre à d'autres pays et à d'autres secteurs

RICHARD ÉTIENNE

Donald Trump, ses taxes douanières et l'incertitude qu'il génère redessinent une partie du commerce mondial. En particulier du côté de la Chine, avec laquelle les tensions commerciales sont plus anciennes et qui semble vouloir, ou pouvoir, plus rapidement que les autres pays du monde réduire son degré de dépendance vis-à-vis de la nation de l'Oncle Sam. Les flux de produits énergétiques entre les deux puissances ont chuté, ils sont en train de basculer du côté des échanges agricoles et les premiers retournements sur le front des technologies arrivent.

Certains revirements ont précédé l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche. En 2023, la Chine a importé 286 000 barils de pétrole par jour des Etats-Unis. Elle était cette année-là le deuxième acheteur de brut américain, et on ne parle pas d'un petit commerce puisque la Chine est le plus grand importateur de pétrole et les Etats-Unis son principal fournisseur.

L'an dernier pourtant, avec 217 000 barils par jour, la patrie de Xi Jinping ne pointait plus qu'au huitième rang des débouchés pétroliers américains. Durant les cinq premiers mois de 2025, ce commerce s'est encore étioilé, avec une baisse de 68% de janvier à mai (par rapport à la même période de 2024), selon les douanes chinoises.

Russie et Brésil au taquet

Quasiment plus aucune goutte de pétrole américain n'arrive désormais dans l'Empire du Milieu. En même temps, les importations chinoises de pétrole russe ont largement augmenté.

Sur le front du gaz naturel liquéfié (GNL), la tendance est similaire. Les ventes américaines en Chine – les Etats-Unis en sont aussi le principal producteur et la Chine le plus grand acheteur – se sont écroulées ces deux dernières années. Et même réduites à néant depuis le mois d'avril 2025.

La volte-face est également notoire pour les denrées agricoles. La Chine, qui achetait 40% des volumes de céréales et de soja (une légumineuse) américains en 2022, était alors leur plus grand importateur. Mais tout a basculé depuis: sur les six premiers mois de 2025, 6,6 millions de tonnes de céréales américaines ont été acheminées en Chine, une baisse de 72% par rapport au niveau de 2021, selon le cabinet Veson Nautical.

Pékin compte désormais davantage sur le Brésil, avec lequel de nombreux accords



En 2023, les Etats-Unis ont exporté 286 000 barils par jour vers la Chine. Or, à l'heure actuelle, quasiment plus aucune goutte de pétrole américain n'arrive dans l'Empire du Milieu. (RICHMOND, CALIFORNIE, 27 JUIN 2025/OHN G. MABANGLO/EPA)

commerciaux ont été signés ces deux dernières années. Tant et si bien qu'en mai dernier les trois quarts des importations chinoises de céréales et de soja venaient du Brésil. Ce mois-là, les dirigeants de ces deux pays ont signé un traité bilatéral «plus que jamais nécessaire» pour stimuler les échanges «contre l'unilatéralisme et le protectionnisme», a affirmé le président brésilien Lula à cette occasion. En juillet, les deux pays se sont engagés à stimuler leurs échanges dans l'économie numérique, les cleantechs, les sciences et l'aérospatiale.

Les changements de flux sont-ils profonds? «Dans l'agriculture, je serais inquiet si j'étais un fermier américain car on peut trouver des alternatives, par exemple au Brésil ou en Argentine», selon Jean-François Lambert, un consultant spécialisé en matières premières à Genève. Pour le pétrole et le gaz, l'expert estime qu'une «polarisation du monde se dessine»: avec l'accord annoncé ce week-end, l'Europe sera amenée à s'approvisionner davantage aux Etats-Unis tandis que les flux d'hydrocarbures entre la Chine, la Russie, l'Iran et les pays du Moyen-Orient augmentent.

Jean-François Lambert ne voit par contre aucune métamorphose s'opérer du côté des métaux, même si la volatilité sur ces marchés, largement engendrée par des déclarations trumpiennes, devrait générer d'impor-

tants profits parmi leurs négociants. «Les fondamentaux n'ont pas changé: tout le monde a besoin de cuivre, notamment pour la transition énergétique. Il n'y aura pas de *shift* majeur car les métaux alimentent des industries qui ne peuvent pas se délocaliser rapidement», selon le consultant.

«Dans certaines industries, les changements de flux prennent plus de temps»

STÉPHANE GARELLI, PROFESSEUR DE COMPÉTITIVITÉ MONDIALE À L'IMD

Il faut faire la différence entre les flux qui peuvent être changés facilement et les autres, renchérit Stéphane Garelli, professeur de compétitivité mondiale à l'IMD. «Le secteur des matières premières, agricoles ou énergétiques, est réputé pour sa flexibilité. Il est aisé de faire partir un bateau dans une autre direction. Dans l'industrie militaire, les retournements peuvent être rapides aussi, sauf dans les technologies de pointe, où les fournisseurs américains sont

prépondérants, estime l'expert. Dans d'autres industries, de l'électronique à la pharma, c'est plus compliqué et ça prend plus de temps mais c'est tout de même en cours.»

Circuits courts privilégiés

Stéphane Garelli relève que dans l'industrie des puces et des semi-conducteurs, dominée par les Etats-Unis, les taxes de Trump ont poussé la Chine, par le biais d'entreprises comme Huawei ou ByteDance, à développer sa propre filière, qui finira par concurrencer les firmes américaines.

En attendant, les échanges commerciaux entre les deux principales puissances mondiales devraient baisser d'une centaine de milliards de dollars d'ici à 2027, selon l'Observatoire de la complexité économique du MIT.

En Europe, des velléités ces dernières années de réduire les dépendances vis-à-vis de la Chine et désormais aussi des Etats-Unis pourraient permettre aux circuits courts de se mettre en place et à l'Inde de décoller, selon Stéphane Garelli. Ce pays multiplie d'ailleurs les accords de libre-échange, notamment avec la Suisse. C'est en Inde que la majorité des iPhone à destination du marché américain sont désormais assemblés, a annoncé l'agence Bloomberg hier. ■

La récente reprise du dollar devrait être éphémère

CHANGES Après six mois de baisse, la devise américaine a vécu lundi sa meilleure journée depuis mai, après l'annonce d'un accord entre les Etats-Unis et l'Europe. Mais les problèmes structurels du billet vert n'ont pas disparu pour autant

SÉBASTIEN RUCHE

Lundi, le dollar a bénéficié de sa plus forte progression depuis le mois de mai. Cette reprise est intervenue alors que la monnaie américaine s'est dépréciée face aux devises des pays développés et même de certains émergents depuis le début de l'année. La hausse de lundi s'explique par l'annonce d'un accord commercial entre les Etats-Unis et l'Europe, qui prévoit des tarifs douaniers américains de 15% sur la plupart des produits européens et des milliards de dollars d'investissement

européen aux Etats-Unis. Ce regain de forme du dollar devrait cependant rester éphémère, estime un spécialiste genevois des changes.

«Escalade chaotique» évitée

On appelle cela un rally de soulagement. Ce «deal» entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) établit un niveau de taxes inférieur à ce qui était craint par les observateurs. «L'accord permet avant tout d'échapper au scénario catastrophe: des droits de douane américains à 30%, une escalade chaotique des représailles et une guerre commerciale totale», analyse Apolline Menut, économiste chez Carmignac, dans une note diffusée lundi.

A la suite de l'annonce, le dollar a progressé contre les dix principales devises de la planète, l'euro étant celle qui perdait le plus. L'indice Bloomberg Dollar

Spot a ainsi progressé de 0,8% lundi. La raison: les investisseurs se sont tournés vers la monnaie américaine alors que l'économie européenne devrait souffrir des tarifs douaniers annoncés. Le dollar, qui reste la devise la plus utilisée dans les échanges commerciaux, a gagné près de 1,5% en juillet et même s'il reste en territoire négatif depuis janvier, il pourrait connaître son premier mois de hausse cette année.

Une confiance en sursis

«Il s'agit d'un rebond technique, qui s'explique par le fait que les tarifs douaniers américains sur les produits européens sont finalement moins élevés que prévu, mais la tendance de fond ne s'inverse pas sur le dollar», analyse Jean-Marc Sabet, qui dirige B-sharpe, une société de change en ligne à Genève.

Selon ce spécialiste des devises, «les problèmes structurels qui affectent le dollar n'ont pas disparu, notamment la dette américaine massive, ou les indications répétées selon lesquelles la Réserve fédérale baissera ses taux d'intérêt une fois que Jerome Powell sera parti, et l'affaiblissement progressif du statut de valeur refuge du dollar. Les dynamiques politiques et géopolitiques finiront par affaiblir la confiance dans la devise américaine.» Hier, son cours était stabilisé.

Le reste de la semaine pourrait aussi peser sur le billet vert, avec la décision de la Fed sur les taux, des données sur l'attribution de la dette américaine auprès des investisseurs et un rapport très attendu sur l'emploi outre-Atlantique. Sans oublier l'expiration, le 1er août, du délai accordé par Donald Trump aux autres pays pour conclure des accords commerciaux. ■

En Suisse, le racisme gangrène la santé

Monde médical Les discriminations liées à la couleur de peau ou l'origine sont en hausse dans le domaine des soins. La branche reconnaît le problème alors que la Commission fédérale contre le racisme dit son inquiétude.

Dimitri Mathey

Pour la défense, c'est «une blague de mauvais goût». Le Parquet valaisan, lui, dénonce une «discrimination et une incitation à la haine». Mardi, à Sion, un Valaisan de 77 ans comparait devant la justice pour des faits remontant à octobre 2023. Dans le cadre d'un examen de radiologie, l'accusé aurait affirmé auprès d'une secrétaire médicale métisse n'être «allergique à rien, sauf aux personnes qui n'ont pas la même couleur de peau que moi».

La plaignante, «bouleversée» par cet épisode, reste «encore bien marquée aujourd'hui», selon son mari, appelé à témoigner. «Elle a perdu confiance en elle et a subi des angoisses à l'idée d'aller travailler», ajoute-t-il.

Le jugement sera rendu à une date ultérieure et la présomption d'innocence prévaut à ce stade. Reste que cette affaire s'inscrit dans le sillage d'un constat dressé par le réseau des centres de conseil pour les victimes de racisme: les cas de discriminations se multiplient dans le monde des soins.

Nette progression des cas

Publié en avril dernier, le rapport sur le racisme consacre son thème principal à la santé. Au total, 46 signalements – soit des consultations sollicitées par des victimes auprès du réseau – ont été recensés en 2024. C'est près du double qu'en 2023. Mais surtout, c'est «la pointe de l'iceberg», prévient Giulia Reimann, collaboratrice scientifique auprès de la Commission fédérale contre le racisme. «Nous partons du principe que beaucoup de cas ne sont pas signalés. Dans la santé, notamment, il s'agit parfois de situations très personnelles, qui peuvent être plus difficiles à partager.»

Si le racisme ne se cantonne pas aux soins – le domaine de l'éducation et le lieu de travail sont statistiquement plus touchés par les discriminations – la nette progression des cas interpelle les professionnels de la branche.

L'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI) le reconnaît, «le racisme existe indéniablement», appuie Pierre-André Wagner, responsable juridique de l'ASI. Il précise au passage que les discriminations ne sont pas à sens unique. Les victimes sont parfois des soignants, mais aussi des patients. À l'instar des auteurs.

Pour décrypter le phénomène, Pierre-André Wagner distingue trois cas de figure. «Il y a le racisme entre collègues, le racisme des patients envers les soignants et le racisme des soignants en-



En 2024, les signalements ont quasi doublé par rapport à 2023. Les patients comme les soignants sont touchés (image d'illustration). Getty/Maskot

«Certains collègues ne m'ont jamais adressé la parole, même quand je les salue le matin.»

Stefano

Infirmier aux Hôpitaux universitaires de Genève

vers les patients», relève-t-il. Les discriminations coïncident, pour la plupart, avec «des formes classiques de mobbing: ignorer, calomnier auprès de collègues, intriguer, humilier et rabaisser», précise le juriste.

Prise en charge différenciée

Sur le terrain, les exemples sont légion. En témoignent les cas identifiés par Vanessa Kangni, chargée de projet pour le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) et responsable de la permanence Info-racisme. Le racisme envers le patient, d'abord. «Nous observons des situations où ils subissent une prise en charge différenciée en raison de leur origine ou de leur couleur de peau», dénonce-t-elle en référence à «des diagnostics tardifs, des douleurs sous-évaluées, des refus d'accès à certains soins ou encore des attitudes méprisantes de certains membres du personnel médical».

Dans cette interview accordée à l'organisation humanrights.ch, Vanessa Kangni relève aussi que «des patients refusent d'être pris en charge par un médecin racisé» et que certains soignants «issus de minorités racisées font face

à du harcèlement sur leur lieu de travail». C'est le cas de Stefano et Adam.

Moqueries et mépris

Ces deux infirmiers d'origine étrangère travaillent aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Diplômés en soins après une reconversion professionnelle, ils œuvrent depuis près d'un an dans la branche. Au quotidien, ils subissent des remarques d'une frange de leurs collègues. On se moque notamment de leur accent, de leur origine, de leur langue maternelle et de leur orientation sexuelle. «Au début, j'ai minimisé les événements, car je ne voulais pas faire de vagues, mais c'est clairement du harcèlement moral», souligne Stefano.

À défaut de commentaires blessants, des collaborateurs manifestent leur mépris par le mutisme. «Certains collègues ne m'ont jamais adressé la parole, même quand je les salue le matin», souffle Stefano. S'il se sent «infantilisé» par ses pairs, il regrette aussi que ses idées soient presque systématiquement balayées.

«Je suis pris à partie par certaines personnes, pourtant, je

pense être quelqu'un de constructif qui cherche le bien commun.»

Stefano et Adam l'affirment, ils ont dénoncé à plusieurs reprises ces comportements. «Nous ne sommes pas les seuls, d'autres connaissent les mêmes problèmes», souligne Adam. Mais selon les deux infirmiers, «aucune mesure concrète n'a été prise, sinon la mise en place d'une sensibilisation destinée à une petite vingtaine de personnes et jamais reconduite».

Mais en bout de course, disent-ils, «il n'y a aucune amélioration alors que la hiérarchie est parfaitement au courant de la situation».

Des victimes esseulées?

De son côté, la Commission fédérale contre le racisme déplore le peu de relais à disposition des victimes. «Souvent, les personnes concernées ne savent pas où se tourner. Il y a un manque de sensibilisation du personnel soignant et de l'institution en soi», estime Giulia Reimann.

Selon elle, seuls des «mécanismes de signalement efficaces et indépendants pour les patients et les soignants» peuvent enrayer la tendance. Et ainsi soigner une infection qui se propage dans la branche.

Keller-Sutter plant schon das zweite Sparpaket

Bundeshaushalt Das «Entlastungspaket 27» ist noch nicht einmal im Parlament, da zieht am Horizont schon das nächste auf. Dabei ist aber noch einiges unklar.

Konrad Staehelin

Wenn nichts Unerwartetes geschieht, waren die Budgetstreitereien im Parlament der letzten Monate und Jahre keine Ausnahme, sondern werden für dieses Jahrzehnt die Normalität in der Schweiz. Das Finanzdepartement hat in den letzten Wochen Finanzpolitikerinnen und -politiker darüber informiert, dass es nach dem bereits aufgegleiteten «Entlastungspaket 27» ein nächstes geben dürfte. Die Verwaltung wird dieses wohl so planen, damit es zwei Jahre nach dem ersten, also im Jahr 2029, in Kraft tritt. Das bestätigen mehrere Mitglieder der Finanzkommissionen des Parlaments gegenüber dieser Redaktion.

Nach Jahrzehnten, in denen die Einnahmen stärker als die Ausgaben stiegen, ist der Bund nach der Pandemie in Finanzprobleme geraten. Gründe dafür sind neben der Demografie, die zu einem höheren Bundesanteil an der AHV führt, politische Entscheidungen wie die 13. AHV-Rente oder die Erhöhung des Armeebudgets.

Diese Posten sind auch massgeblich verantwortlich dafür, dass 2029 abermals ein Defizit droht. Da jedoch in jenem Jahr der letzte Babyboomer-Jahrgang in Pension geht, scheint realistisch, dass zumindest die demografische Komponente sich nicht weiter negativ aufs Budget auswirkt.

Um die im internationalen Vergleich strenge Schweizer Schuldenbremse einzuhalten, haben die Politiker bisher insbesondere bei den Eigenausgaben des Bundes, der Entwicklungshilfe oder der Bildung angesetzt.

Bund peilt Einsparungen von 2,4 Milliarden an

Da diese Sparpolitik langfristig zu einseitig wäre, hat Finanzministerin und Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter vergangenes Jahr ein Sparpaket aus verschiedenen Gesetzesänderungen auf den Weg gebracht. Im Herbst will der Bundesrat dieses Paket ins Parlament schicken. Schon im Jahr 2027 soll es dank eines beschleunigten Verfahrens in Kraft treten.

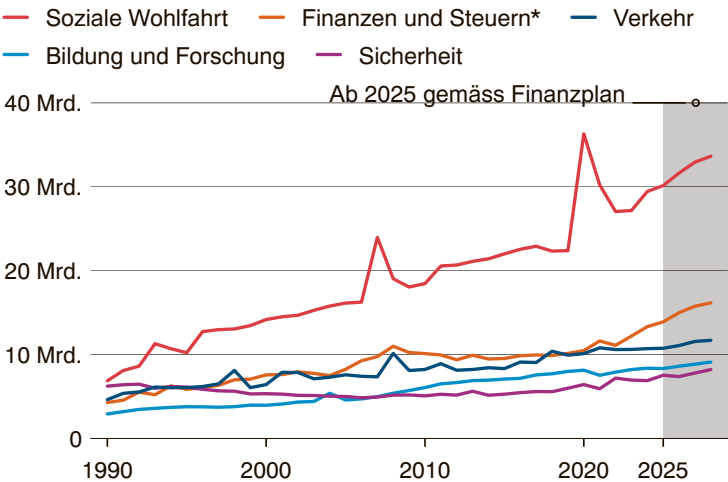
Sollte das Parlament den Vorschlag des Bundesrats unverändert akzeptieren, würde dies das



Karin Keller-Sutter an der Medienkonferenz zum Entlastungspaket Ende Juni in Bern. Foto: Anthony Anex (Keystone)

Sozialausgaben steigen stark an

Wichtigste Ausgabenbereiche des Bundes, in Fr. pro Jahr.
Total 2024: 84,3 Mrd. Fr.



* z.B. Beiträge an Finanzausgleich der Kantone

Grafik: kst / Quelle: EFV

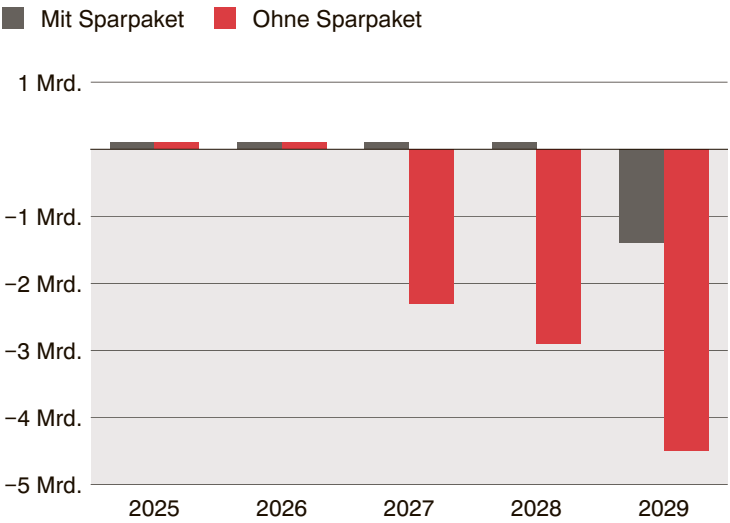
Bundesbudget im ersten Jahr um 2,4 Milliarden Franken entlasten. Bis 2029 würde der Betrag auf 3,2 Milliarden anwachsen. 2024 betrugen die Gesamtausgaben des Bundes 84 Milliarden.

«Allerdings werden selbst bei einer vollständigen Umset-

zung des «Entlastungspakets 27» ab 2029 gemäss heutiger Einschätzung weitere Bereinigungsmassnahmen notwendig sein», schreibt die Finanzverwaltung, die Keller-Sutters Departement angegliedert ist. Das Defizit beträgt dann gemäss heutiger Pla-

Laut Bund werden 2029 so oder so neue Massnahmen nötig

Struktureller Finanzierungssaldo gemäss Budgetplanung des Bundes, in Franken



Grafik: kst / Quelle: EFD

nung bereits wieder 1,4 Milliarden Franken.

«Die Unsicherheit ist hier aber noch gross», heisst es weiter. «Der Bundesrat wird deshalb zu gegebener Zeit Vorschläge vorlegen müssen, wie damit umzugehen ist.»

Das heisst, dass noch unklar ist, in welchen Bereichen der Bundesrat bei der Neuauflage sparen will und welche Summe er anpeilt. Auch scheint noch nicht definiert, ob wie beim ersten Paket eine Kommission aus externen Fachpersonen erste Vor-

Es ist noch unklar, in welchen Bereichen der Bundesrat bei der Neuauflage sparen will.

schläge liefern wird, auf die sich die Verwaltung danach stützt.

Hingegen ist davon auszugehen, dass die Finanzministerin den Prozess früher initiieren würde als beim «Entlastungspaket 27». Dieses krankt daran, dass aufgrund des engen Zeitplans die Zeit für eine seriöse Behandlung fehlt, sollte das Parlament dem Vorschlag des Bundesrats neue Elemente hinzufügen wollen.

Spareffekt bei Klima und Migration am grössten

So wird das Sparpaket im Parlament also eher weiter an Volumen ab- denn zunehmen. Zum Beispiel wird der Vorschlag des Bundesrats, die Kapitalbezüge aus der zweiten und dritten Säule von über 100'000 Franken stärker zu besteuern, auf geschlossenen bürgerlichen Widerstand stossen.

Bereits während der Erarbeitung der jetzigen Version des Pakets ging das anvisierte Volumen für das erste Jahr nach Inkraftsetzung von anfänglich 3,9 Milliarden Franken auf die jetzigen 2,4 Milliarden zurück. Übrig geblieben sind 57 Massnahmen; den grössten Spareffekt haben Kürzungen in den Bereichen Klima (372 Millionen Franken im Jahr 2027), Integration und Migration (243 Millionen) sowie Bahnverkehr (200 Millionen).

Die Linke ist mit einem Grossteil dieser Massnahmen nicht einverstanden und droht mit dem Referendum. Sie schlägt stattdessen vor, die Schuldenbremse zu lockern: In ihrer heutigen Form stabilisiere diese die Schuldenquote nicht, sondern senke sie. Das jedoch sei gar nicht das Ziel des Instruments. Bisher fanden entsprechende Vorschläge aber keine Mehrheiten.

Un monde malade de son plastique

POLLUTION A Genève du 5 au 14 août, la communauté internationale se retrouve pour tenter de s'accorder sur un traité global destiné à freiner la consommation de ce matériau, notamment à usage unique. L'occasion de faire un point sur ce fléau environnemental

DENIS DELBECQ

En 1950, le monde consommait 2 millions de tonnes de plastique. C'était la préhistoire de ce matériau si pratique, fascinant, utile, mais dont l'usage démesuré en a fait un fléau. Environ cinquante ans plus tard, sa consommation a été multipliée par 100, et continue de s'envoler: 460 millions de tonnes en 2020, et des projections, selon l'OCDE, qui atteindraient 1,2 milliard de tonnes en 2060, dont plus de 80% se retrouveront sous forme de déchets.

Contrairement aux idées reçues, la plupart des plastiques ne se recyclent pas. Parmi nos emballages, le PET (bouteilles d'eau et de soda, certaines barquettes alimentaires, marquées d'un code 1) et le polyéthylène haute densité (PEHD, les bouteilles de lait par exemple, estampillés d'un code 2), sont les principaux matériaux recyclés. La majeure partie des autres polymères finissent, dans le meilleur des cas, par être valorisés sous forme de chaleur (parfois associée à des turbines de production électrique) dans les incinérateurs d'ordures ménagères. Au final, moins d'un tiers des déchets plastiques produits chaque année dans le monde trouvent ainsi une seconde vie, éphémère sous forme d'énergie, ou plus durable dans des produits recyclés. Dit autrement, plus de 70% d'entre eux finissent dans des décharges ou sont «mal gérés» pour reprendre le terme imprécis utilisé dans les rapports officiels.

Lente dégradation

Une fois abandonné, placé ou pas en décharge, le plastique se dégrade lentement. Il passe du statut de macrodéchet à celui de gros microplastiques (inférieur à quelques millimètres), puis à celui de particules fines (entre 1 et 10 micromètres), jusqu'à finir en nanoplastique (d'une taille inférieure à 1 µm) qu'aucun système de filtration ne peut gérer à une échelle industrielle. Dans certains pays — pas en Suisse, où c'est interdit depuis l'an 2000 —, les déchets plastiques peuvent être placés dans des décharges contrôlées qui empêchent, en principe, la diffusion des substances dans les sols et les nappes phréatiques. Mais dans la

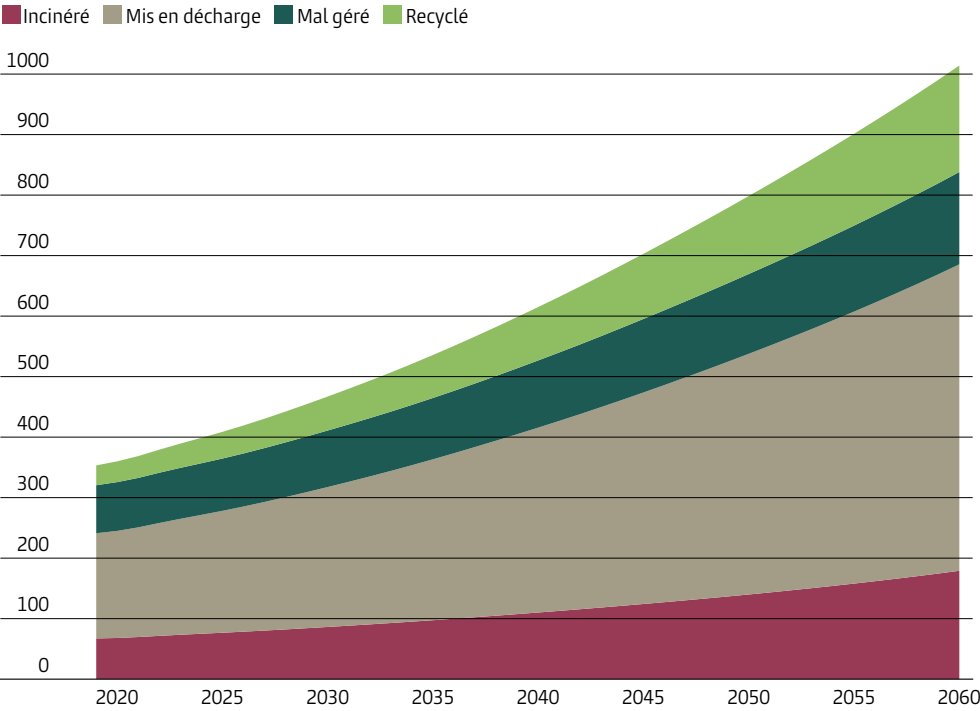
SUR LE WEB

Aller plus loin

Retrouvez davantage de graphiques à ce sujet en scannant ce QR code:

À L'HORIZON 2060, LE PLASTIQUE TOUJOURS MAL GÉRÉ

Projections du volume mondial annuel de déchets plastiques, en millions de tonnes. Il franchirait le cap d'un milliard en 2060



Les plastiques mal gérés sont ceux qui se retrouvent dispersés dans la nature, brûlés à l'air libre ou mis dans des décharges non appropriées
Graphiques: Denis Delbecq / Le Temps | Sources: OCDE – 2023, OFEV – 2016

majeure partie de la planète, les déchets entrent dans la catégorie «mal gérés»: ils sont placés dans des décharges sauvages, brûlés de manière informelle – sans extraction des fumées potentiellement toxiques – ou tout simplement abandonnés dans la nature.

Selon une étude parue en avril dernier, qui s'appuie notamment sur des données de l'OCDE, pas moins de 14 millions de tonnes de plastique se fraient chaque année un chemin jusque dans les océans. Un flux qui augmenterait jusqu'en 2045 avant de diminuer si des politiques de réduction des plastiques à usage unique sont mises en place à une vaste échelle. Au final, compte tenu du plastique déjà accumulé et qui continue de le faire, l'étude estime qu'en 2100, les océans hébergeront plus d'un milliard et demi de tonnes de plastique, dans la colonne d'eau, les eaux profondes et les sédiments.

En Suisse, une étude de l'OFEV, qui porte sur l'année 2016, montre que les emballages représentent plus du tiers du plastique consommé. Elle montre aussi que la majeure partie des polymères collectés est incinérée, que cela soit avec les ordures ménagères ou à l'issue de la filière de tri et de recyclage. En Suisse, toujours, 4,4% du plastique consommé chaque année est déversé dans la nature. Une partie de ces 44 000 tonnes est évitable puisque ce sont les déchets abandonnés dans l'espace public par les individus ou qui se retrouvent dans les filières de compostage, les déchets de construction ou les plastiques utilisés dans l'agriculture.

Un sac, 12 millions de milliards de poussières

Le reste est beaucoup plus difficile à intercepter puisqu'il s'agit des plastiques rejetés sous forme de particules, par exemple les fibres

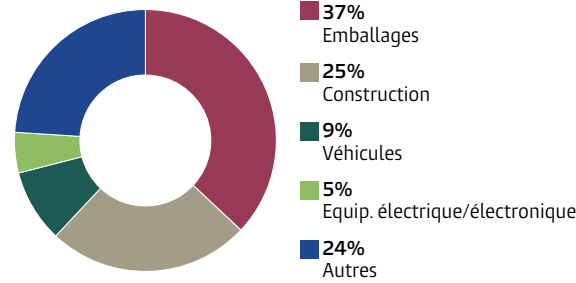
synthétiques de vêtements et les poussières d'usure des pneus. Si une partie de ces micro-rejets sont captés dans les stations d'épuration des eaux, les particules les plus

Moins d'un tiers des déchets de polymères produits chaque année dans le monde trouvent une seconde vie

fines ne sont pas récupérables. Au final, la moitié du plastique qui se retrouve dans les sols suisses, et 80% de celui qui atteint les eaux de surface et leurs sédiments, provient de l'usure des pneus de voitures et de camions.

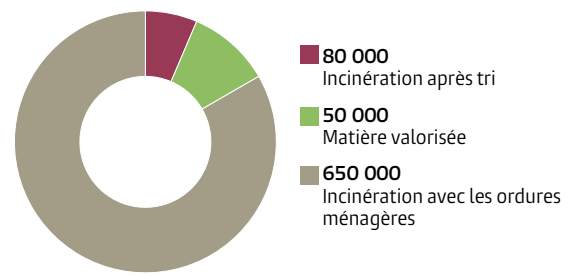
LES EMBALLAGES EN HAUT DU CLASSEMENT SUISSE

Utilisations du million de tonnes consommées chaque année



UN DÉCHET SUR DIX VALORISÉ EN SUISSE

Sur le million de tonnes consommées chaque année, plus des trois quarts deviennent des déchets



Ces données ne tiennent pas compte du plastique qui se retrouve dans la nature

Pour finir sur une note plus gaie, soulignons les efforts de sensibilisation des enfants engagés par la campagne citoyenne Plastic Pirates – Go Europe. Fondée en Allemagne et depuis soutenue par l'UE et plusieurs gouvernements européens, elle rassemble désormais près de 3000 organisations de 12 pays. Ces associations organisent des opérations de nettoyage des berges de cours d'eau avec des enseignants et leurs élèves de 10 à 16 ans.

Si le volume de déchets collectés peut paraître dérisoire (2 tonnes de plastique en trois ans), cela évitera que ces matières ne finissent en nombres incalculables de poussières. Un petit calcul le montre aisément: la dégradation d'un sac de courses de 6 grammes en polyéthylène libérera 12 000 milliards de particules de 10 micromètres de diamètre... Une fois désagrégées à une taille de 1 µm, cela représente 12 millions de milliards de poussières! ■

Le taux de logements vacants est au plus bas

Pénurie Le nombre de logements disponibles dans le canton a plongé à 0,34%, un niveau inégalé depuis 2012.

Théo Allegrezza

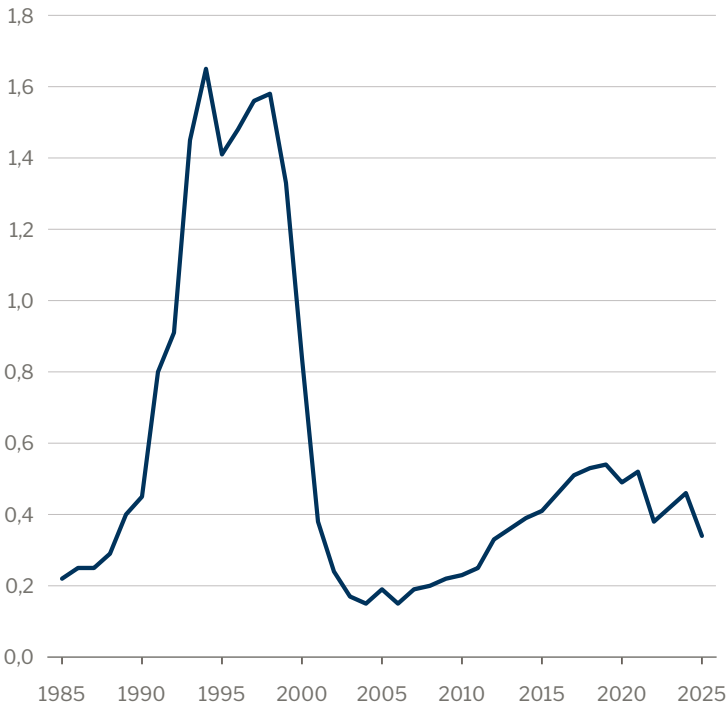
Tension maximale sur le marché immobilier à Genève. Après deux années consécutives de hausse, le taux de vacance (soit le rapport entre le nombre de logements vacants et existants) a plongé à 0,34% au 1^{er} juin 2025, contre 0,46% un an plus tôt, selon les chiffres dévoilés en début de semaine par l'Office cantonal de la statistique (Ocstat). Un seuil si bas n'avait plus été enregistré depuis 2012.

Loyers en hausse

C'est simple: il n'y a que 858 logements libres dans l'ensemble du canton. Et si la part de biens à vendre a légèrement progressé (216 contre 156 un an plus tôt), celle de logements disponibles à la location a, elle, diminué de 988 à 642. Dit autrement, si on est locataire (ce qui est le cas de quatre Genevois sur cinq), ce n'est vraiment pas le moment de devoir déménager. «Si, en plus, vous êtes à la recherche d'un nombre de pièces spécifique ou d'un quartier particulier, alors l'offre devient vraiment très réduite», constate Matti Langel, statisticien à l'Ocstat. Communes parmi les plus peu-

Taux de vacance des logements dans le canton de Genève

Situation au 1^{er} juin de chaque année, en %



Graphique: I. Caudullo;Source: OCSTAT

plées du canton, Meyrin, Lancy et Vernier se distinguent par un taux extrêmement bas, oscillant entre 0,16% et 0,18%.

Une situation de pénurie est établie dès que ce taux ne dépasse pas 2%. «On en est loin», résume Matti Langel, tout en rappelant que les chiffres sont à peine meilleurs à l'échelle nationale (1,08% en 2024) et en particulier dans les grands centres urbains.

«Cette situation met la pression sur les locataires et fait augmenter les loyers», déplore la socialiste Caroline Marti. Entre 2024 et 2025, les loyers ont en effet grimpé de 1,8%, ce qui représente la plus forte progression annuelle depuis 2012.

«Cela frappe en particulier les plus petits revenus et les ménages de la classe moyenne», ajoute la députée, vice-présidente de l'Asloca Genève, en faisant remarquer que ce sont les petits logements, ainsi que les trois et quatre-pièces qui s'avèrent les plus rares.

Moins de constructions

Au bout du lac, la pression qui s'exerce sur le marché immobilier s'explique notamment par une croissance démographique continue, dopée par la bonne santé de

l'économie genevoise. Elle se montrait encore à 1,1% l'an dernier, principalement en raison d'une immigration soutenue.

La demande en logements se maintient constamment à un seuil élevé (aussi renforcé par une tendance sociétale de hausse des divorces et des célibats), tandis que l'offre ne tient pas la cadence. Du moins, pas autant que les dernières années.

Après avoir atteint des sommets au début de la décennie 2020 (avec 3500 nouveaux logements en moyenne par an), la construction de logements montre des signes d'essoufflement depuis le second semestre 2024. Sur les douze derniers mois, le gain s'élève à 2123 logements, en baisse de 40%.

«Si on ne met pas sur le marché des logements neufs, l'offre se contracte», observe Romain Lavizzari, membre du comité de l'Association des promoteurs constructeurs genevois (APCG). Pour lui, le rythme «exceptionnel» des trois dernières années a constitué une «anomalie historique».

De nouveaux quartiers sont sortis de terre de manière quasi simultanée, comme l'Étang, Belle-Terre ou La Chapelle-Les Sciens.

Mais pas de quoi inverser la tendance. «On a beaucoup construit, mais c'était pour rattraper le retard», insiste Caroline Marti.

Et à l'avenir? Plus de 8000 logements sont en cours de construction, relève l'Ocstat. De grands projets sont à bout touchant comme le Rolliet à Plan-les-Ouates, Concorde, à Vernier, et les Vernets, premier quartier d'envergure à voir le jour dans la future ville du PAV. De quoi laisser penser que la contraction du taux de vacance ne serait que passagère?

Romain Lavizzari n'y croit pas. «Il y a encore du potentiel, mais les zones constructibles restantes regroupent souvent de petits propriétaires qu'il faut mettre d'accord. La mise en œuvre des futurs projets sera très longue», pronostique-t-il.

Sans parler du fait que l'opposition à la densification est toujours vive au sein d'une partie de la population. Dans le cadre de la révision du Plan directeur cantonal, Antonio Hodgers a identifié la zone villas comme «le vrai réservoir» pour les futurs projets. Or c'est aussi là que l'opposition des riverains et d'associations antidensification promet d'être la plus féroce.

Was die Schweiz eint – und wo der Streit beginnt

Eine Untersuchung identifiziert fünf nationale Narrative, die im Volk auf breite Zustimmung stossen – doch bei der Auslegung zeigen sich tiefe Gräben

CHRISTINA NEUHAUS

Wenn ein Land über sich selbst spricht, dann spricht es nicht nur über die Vergangenheit. Es verhandelt auch seine Gegenwart und die Zukunft. Eine neue Studie des Think-Tanks Pro Futuris, die während eines Jahres am Institut für Politikwissenschaft der Universität Zürich durchgeführt wurde, zeigt nun erstmals, auf welche Erzählung der Schweiz sich die Bevölkerung einigen kann.

Die Autoren formulieren fünf sogenannte «Narrative der Zukunft, die das nationale Selbstverständnis weiterentwickeln und auf aktuelle gesellschaftliche Spannungsfelder reagieren». Sie lauten: die kompromiss- und reformfähige Schweiz, die internationale und neutrale Schweiz, die naturnahe Schweiz, die solidarische Schweiz und das Wirtschaftsmodell Schweiz.

Die fünf Erzählungen

Diese fünf Selbstzuschreibungen stossen in der Bevölkerung auf breite Zustimmung. Doch die Einigkeit endet dort, wo die Interpretation beginnt. Was bedeuten die fünf Narrative nun konkret? Die Studie formuliert hierzu jeweils zwei Strömungen, die zentrale politische Spannungsfelder abbilden. Sie zeigen sich in Fragen wie: Soll Solidarität primär durch staatliche Unterstützung oder durch Eigenverantwortung gelebt werden? Gelingt die Zukunft durch internationale Kooperation oder durch nationale Souveränität? Und wer bestimmt eigent-

lich, was eine Schweizer Landschaft oder eine Identität ist?

■ **Die kompromiss- und reformfähige Schweiz.** Im Zentrum steht das Ideal der Konsensdemokratie. Die Schweiz zeichnet sich durch Kompromissfähigkeit, institutionelle Stabilität und respektvollen politischen Dialog aus. Diese Haltung habe der Schweiz erlaubt, über Jahrzehnte hinweg Reformen zu realisieren.

Konfliktlinie: Die einen betonen den Schutz von Minderheiten, um ein ausgewogenes Gleichgewicht im politischen Prozess zu wahren. Die anderen plädieren für die Wahrung von Mehrheitsinteressen, aus Sorge, dass zu viele partikuläre Ansprüche die Einheit der Nation untergraben.

■ **Die internationale und die neutrale Schweiz.** Die Neutralität bleibt identitätsstiftend, doch die Schweiz versteht sich auch als Partnerin in einer vernetzten Welt. Internationale Zusammenarbeit – politisch, diplomatisch, wirtschaftlich – wird zunehmend als Voraussetzung für Sicherheit und Wohlstand gesehen.

Konfliktlinie: Der Gegensatz verläuft zwischen einem offenen Konzept der internationalen Zusammenarbeit (auch mit der EU) und dem Ruf nach grösserer Unabhängigkeit. Wer mehr Unabhängigkeit will, fordert tendenziell mehr Souveränität und einen strengeren Neutralitätsbegriff.

■ **Die naturnahe Schweiz.** Die Alpenlandschaft, die Naturverbundenheit und

die Idee des bewahrenden Umgangs mit Ressourcen gehören zum traditionellen Selbstbild der Schweiz. Doch die Energiewende und der Klimawandel fordern diesen Anspruch heraus.

Konfliktlinie: Soll man in die Natur eingreifen, um den Klimawandel zu bekämpfen – etwa durch Windparks, Staudammern oder Solaranlagen? Oder steht der Landschaftsschutz im Vordergrund, der Eingriffe auf ein Minimum beschränken will?

■ **Die solidarische Schweiz.** Die Vorstellung, dass niemand ausgeschlossen wird – weder im In- noch im Ausland –, bleibt eine tragende Erzählung. Sozialstaat, humanitäre Hilfe und gesellschaftlicher Ausgleich werden als Teil einer schweizerischen Tradition gesehen.

Konfliktlinie: Staatliche Unterstützung wird von den einen als Ausdruck eines wohlhabenden, verantwortungsvollen Landes gewertet. Andere pochen auf die Eigenverantwortung der Bürgerinnen und Bürger und das Faktum der begrenzten öffentlichen Mittel.

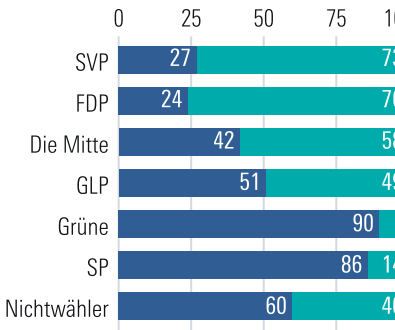
■ **Das Wirtschaftsmodell Schweiz.** Innovation, Qualität und Stabilität bilden das Fundament des wirtschaftlichen Erfolgs der Schweiz. Die Erzählung ist weitgehend unbestritten. Doch welche Rolle hat der Staat in einem wirtschaftlich erfolgreichen Land?

Konfliktlinie: Während die eine Seite staatliche Interventionen fordert, um den wirtschaftlichen Erfolg gerechter zu verteilen, plädiert die andere für einen freien Markt, in dem Unternehmertum

FDP-Anhänger wollen den freien Markt, Grüne den Staat

Präferenz der Parteiwählerschaft zwischen den zwei Narrativen zur Wirtschaft, in Prozent

● Staatliche Intervention ● Freier Markt



QUELLE: UNIVERSITÄT ZÜRICH

NZZ / nth.

und Eigeninitiative möglichst wenig behindert werden.

Altbekannte Polarisierungslinie

Die fünf Haupte Erzählungen stossen quer durch Altersgruppen, Sprachregionen und Bildungsgrade auf breite Zustimmung; dies bei Werten zwischen 66 und 87 Prozent. Am höchsten bewerteten die Befragten das Wirtschaftsmodell Schweiz: eine Erzählung, die auf Fleiss, Innovationskraft und Stabilität baut. Es folgen, mit geringem Abstand, die Narrative der internationalen Neutralität, der natur-

nahen Schweiz sowie die der kompromiss- und reformfähigen Demokratie. Das Narrativ der Solidarität stösst zwar auf Zustimmung, fällt im direkten Vergleich aber leicht ab.

Doch die grosse Übereinstimmung hört dort auf, wo die politische Einstellung beginnt. Denn die Antworten auf die Fragen, die die fünf Erzählungen aufwerfen, verlaufen entlang der altbekannten Polarisierungslinie: Bürgerliche und Linke können sich zwar auf die fünf Narrative einigen, nicht aber darauf, wie sie zu interpretieren sind.

Die Wählerinnen und Wähler von SP und Grünen wollen mehr staatliche Verantwortung, sozialen Ausgleich und Klimaschutz. Bei den Sympathisanten von SVP und FDP stehen Eigenverantwortung und nationale Unabhängigkeit im Vordergrund, und bei der GLP und der Mitte bewegt man sich dazwischen. Mal ist man integrationsfreudig, mal skeptisch gegenüber Eingriffen des Staates.

Das Fazit der Studie: Die grosse helvetische Grunderzählung wird breit geteilt, doch bei der Interpretation gehen die Meinungen auseinander. Das Was wird beantwortet. Die Polarisierung zeigt sich im Wie.

Der Bericht «Heimat neu erzählen» knüpft an die 2023 publizierte Studie «Geschichten der Heimat» an, die die dominanten nationalen Erzählmuster der letzten fünfzig Jahre analysierte. Für die neue Arbeit wurden fünf zukunftsgerichtete Narrative aus historischen Vorlagen weiterentwickelt, in Fokusgruppen validiert und anschliessend mit über 2000 Stimmberechtigten empirisch getestet. www.heimatneuerzaehlen.ch

Genève va accueillir une fondation mondiale pour encadrer l'intelligence artificielle «sensible»

Technologie Les initiatives pour réguler l'IA se multiplient, à l'image de la future fondation GAIGI, portée par le Genevois Axel Mazolo.

Alain Jourdan

Portée par le Genevois Axel Mazolo, expert en gouvernance de l'intelligence artificielle (IA), la fondation Geneva AI Governance Institute (GAIGI), dont la création est prévue à la rentrée 2025, est une initiative qui pourrait marquer une étape stratégique dans la régulation mondiale des technologies dites sensibles.

D'après l'initiateur, on entend par technologie ou IA sensible un système d'intelligence artificielle dont la prise de décision ou les éventuels dysfonctionnements peuvent impacter de manière significative la santé, la sécurité, les libertés individuelles ou la continuité des services vitaux.

Besoin normatif croissant

Dans un contexte où les applications de l'IA se multiplient dans la défense, la santé ou encore les infrastructures vitales, cette fondation vise à répondre à un besoin normatif croissant.



Axel Mazolo, à l'origine de Geneva AI Governance Institute (GAIGI). DR

Première du genre, la fondation n'émettra pas de certifications directement. Elle se concentrera sur l'accréditation des organismes certificateurs à travers le monde, sur la base de standards techniques, éthiques et de gouvernance élaborés à Genève. Cette approche innovante vise à instaurer une couche de régulation neutre et transparente, tout en assurant un contrôle de qualité permanent via des audits réguliers. L'enjeu: garantir la fiabilité et la sécurité des systèmes d'IA dites sensibles.

Au niveau de son organisation, la gouvernance de GAIGI est conçue pour refléter les valeurs de neutralité helvétique: un conseil d'administration de haut niveau, rassemblant des personnalités influentes issues d'ONG internationales, du secteur industriel, de la défense, du droit et de la recherche académique. À cela s'ajoutent des comités spécialisés, couvrant les aspects techniques, éthiques et de conformité. Le tout sous su-

pervision exclusive de l'autorité cantonale genevoise, sans possibilité de délégation à des instances fédérales ou étrangères.

Connu pour ses prises de position sur les dangers de l'automatisation militaire et son plaidoyer en faveur d'une gouvernance éthique de l'IA, Axel Mazolo s'est imposé comme une voix influente dans les débats sur les applications sensibles de l'intelligence artificielle. Il a publié et collaboré avec divers groupes de réflexion autour des politiques de sécurité algorithmique. Il promeut une vision où la Suisse, et plus précisément Genève, peut jouer un rôle pivot en offrant un cadre de référence indépendant face à la fragmentation normative internationale.

Stratégie et ambitions

Cette annonce intervient alors même que Genève, qui vient d'accueillir plusieurs événements majeurs dédiés à l'intelligence artificielle, affiche clairement son ambition de jouer un

rôle central dans la gouvernance du numérique. L'initiative s'inscrit ainsi dans une stratégie plus large portée par les autorités locales: faire de la cité lémanique un centre mondial de la régulation technologique. La neutralité helvétique, combinée à l'écosystème onusien et académique local, offre un terrain unique pour structurer des normes transversales capables de dépasser les rivalités géopolitiques.

Alors que l'Union européenne, les États-Unis ou encore la Chine adoptent des cadres nationaux parfois contradictoires, le GAIGI propose une voie médiane: une infrastructure de confiance, neutre, flexible et rigoureuse. Si cette vision s'impose, Genève pourrait devenir la capitale mondiale de l'encadrement des intelligences artificielles à haut risque – avec, en chef d'orchestre, une fondation locale ancrée dans l'esprit de Genève et déterminée à faire de la gouvernance technologique un pilier de la sécurité globale.